

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 22 Juillet-Août 2005

La maison brûle ... **mais nous regardons ailleurs**

Vous avez dit réchauffement climatique ? Mais est-ce bien prouvé ? Et puis, serait-ce si grave ? Il n'y aura plus de noisetiers en France d'ici la fin du siècle ? Et alors, il y aura des figuiers à la place, non ?

Vous avez dit fin du pétrole ? Dans 40 ans, dites-vous ? Mais cette échéance est-elle connue de façon certaine ? Ne va-t-on pas découvrir de nouveaux gisements, je ne sais pas, moi, en Alaska, en Antarctique ? Depuis le temps qu'on en parle, hein ! Et puis, d'ici là, on trouvera bien des solutions. Les biocarburants, ITER, la fusion froide, les moteurs à eau...

Nous savons pourtant qu'il nous faudrait **plusieurs planètes** pour que notre niveau de vie, à nous, pays occidentaux, soit généralisé à tous les habitants de cette Terre.

Mais nous **nous sommes tellement habitués à notre mode de vie actuel** — ah ! les déplacements confortables dans nos voitures de rêve, climatisées (oublions un instant les bouchons, voulez-vous) ; les week-ends à Ibiza ou à Marrakech (quoi ? pas vous ?) ; le Banyuls 1961 sur la cuisse dodue du canard Apicius laqué au miel et dattes (trop cher pour vous ? ah bon ?) ; ou alors, tout simplement, l'eau illimitée, chaude ou glacée à volonté ...- **que nous ne pouvons pas admettre qu'il est condamné.**

D'accord, nous voulons bien manifester notre bonne volonté en éteignant la lumière en quittant une pièce, en prenant une douche plutôt qu'un bain, en triant nos déchets. Et nous espérons en être quitte avec notre devoir de solidarité planétaire.

Certes, ces quelques gestes sont bien indispensables, mais ils restent loin d'être à la hauteur du problème posé.

Et la communauté internationale ? les accords de Kyoto ? Notre modèle de développement correspondait à foncer vers un mur à 100 km/h, et grâce à Kyoto, la vitesse est réduite à 98 km/h... Prise de conscience, certes, mais solutions encore beaucoup trop timides.

La décroissance est une nécessité (au moins, la décroissance de la consommation des ressources fossiles, et celle des émissions de gaz à effet de serre). Pas un idéal, ni l'unique objectif d'une société de l'après-croissance et d'un autre monde possible.

Cela implique de **remettre en cause les déplacements évitables** : promouvoir la substitution par les télécommunications, repenser l'urbanisme, consommer en priorité des produits locaux, donc réorienter l'agriculture, faire du tourisme autrement, ... ; d' **éviter les gaspillages d'énergie** par une meilleure isolation des bâtiments ...

Est-il possible de compter sur le seul marché pour lancer ces actions de grande ampleur ? Non, **le marché ne sait raisonner qu'à court terme**, et il conduirait à des inégalités insupportables. Les actions nécessaires doivent être élaborées dans un vaste débat public (et donner lieu à une **planification démocratique**). Il faut saluer le fait que pour la première fois à une heure de grande écoute, on ait commencé à évoquer les problèmes d'environnement (2025, le futur en face, sur France 2, le 6 juin). Mais **trop souvent**, sinon presque toujours, **les questions écologiques sont traitées de façon séparée des questions économiques et sociales.**

Il faut faire le lien entre ces questions. Le référendum sur la constitution européenne a mis une fois de plus, s'il en était besoin, l'accent sur la gravité de la question sociale en France (et dans les autres pays européens).

Il est possible à la fois de faire décroître la consommation des ressources fossiles et de **réduire le chômage**. Les orientations énoncées ci-dessus, la satisfaction de besoins tels que plus de crèches, plus de moyens pour l'école (soutien scolaire, garde des enfants, ...), plus de santé, n'amèneraient pas à consommer plus d'énergie, mais, combinées à la réduction du temps de travail, feraient reculer le chômage. **C'est ce que les forces politiques devraient nous proposer.**

Bonnes nouvelles

Annulation de la dette de 18 pays pauvres : les ministres des finances des pays riches du G7 ont décidé à Londres le 10 juin d'annuler complètement la dette de 18 pays pauvres, dont 14 sont africains, pour un montant de **40 milliards de dollars**.

Malheureusement, les Etats-Unis se sont opposés à la proposition britannique de permettre au FMI de financer cette annulation par la vente d'une partie de son stock d'or (les compensations au FMI seront donc prises sur l'un de ses fonds de réserve destiné à l'aide d'urgence) ; et ils se sont aussi opposés à toute discussion sur le fardeau de la dette envers les banques privées internationales.

La **satisfaction des ONG** qui militent depuis longtemps pour l'annulation de la dette est cependant **mitigée** : l'annulation ne porte que sur 40 milliards de dollars sur un total de 2500 ; elle est conditionnée par le respect des « politiques néolibérales qui ne peuvent pas produire de croissance dans le contexte africain » ; l'annulation de la dette n'aura qu'un effet limité si elle ne s'accompagne pas de la suppression des subventions des pays riches à des produits comme le coton... *Le Monde, 14, 18 juin*.

L'écrivaine algérienne Assia Djebar a été élue à l'**Académie française**. C'est le premier auteur du Maghreb à siéger sous la Coupole. *(Le Monde, 18 juin)*.

Pour la première fois, **une femme devient ministre au Koweït**. Les Koweïtiennes ont obtenu le droit de vote le 13 juin 2005. *(Le Monde, 14 juin)*.

Justice et Mémoire

Argentine : la Cour suprême de justice a déclaré inconstitutionnelles les lois d'amnistie qui, depuis vingt ans, protégeaient les tortionnaires de la dictature militaire (1976-1983). Cette décision va permettre de **traduire devant les tribunaux** une centaine de militaires, parmi lesquels l'ex-général **Videla**, auteur du coup d'Etat du 24 mars 1976, et l'ex-amiral **Massera**, responsable de l'Ecole mécanique de la marine (ESMA), où fonctionna le plus important centre de détention et de **torture**. Parmi les quelque 5 000 personnes qui sont passées par l'ESMA, ne restent que 500 survivants. *(Le Monde, juin)*.

Etats-Unis : trois jeunes militants des droits civiques, venus pour aider les Noirs à s'inscrire sur les listes électorales, avaient été assassinés par des membres du **Ku Klux Klan**, dans le Mississippi **raciste** de 1964. 40 ans après, un pasteur, mis en cause dans cet assassinat, est **mis en jugement**. *(Le Monde, 11 juin)*.

La fin du pétrole

Nouveaux records : le pétrole approche des 60 \$ le baril (light sweet crude 59,20 \$) *(Le Monde, 20 juin)*. *A rapprocher du prix en mars 2005 : 55 \$, en juin 2004 : 42 \$, en février 2004 : 36 \$... (avec des fluctuations intermédiaires : oct 2004 : 55 \$; déc 2004 : 40 \$)*.

Il faut rappeler l'avertissement, plus actuel que jamais, d'Yves Cochet –Le Monde, 26 octobre 2004 –: Comment vont évoluer les prix du pétrole ? hausse continue et régulière ? quand nous aborderons les 100 \$ le baril, la récession commencera, aboutissant à une grande dépression. Ou rupture brutale d'approvisionnement ? Le choc est inévitable. La seule politique qui puisse en amortir les effets est la sobriété, c'est-à-dire la décroissance de la consommation d'hydrocarbures. On ne voit rien de cet ordre, on a plutôt l'impression de l'aveuglement du gouvernement...

De nouveaux mensonges de la Maison Blanche : Le conseiller de George Bush pour la qualité de l'environnement avait « corrigé » les rapports sur le changement climatique. Il s'agit de Philip Cooney, qui travaillait précédemment pour l'**American Petroleum Institute** (!). Les modifications apportées par Philip Cooney aux rapports visaient à **minorer l'impact des émissions de CO2 d'origine humaine**, principalement dues à la combustion des combustibles fossiles –en particulier le **pétrole**–, et à souligner les incertitudes concernant les sciences du climat. **C'est au nom de ces « incertitudes » que George Bush avait refusé de signer le protocole de Kyoto**.

Dénoncé dans le *New York Times* par un groupe d'intérêt non lucratif qui cherche à rendre publics les errements de l'administration, Philip Cooney a été contraint de démissionner de ses fonctions. *(Le Monde, juin)*. *La communauté internationale ne serait-elle pas fondée à prendre des sanctions contre les pays qui refusent le protocole de Kyoto ?*

L'Ukraine, comme la Géorgie, veulent atténuer leur dépendance énergétique du grand frère russe.

Lors de sa première visite officielle en France, le premier ministre ukrainien, Ioula Timochenko, a plaidé la cause de l'oléoduc Odessa-Bnody, qui permettra d'acheminer le pétrole du Kazakhstan jusqu'au port polonais de Gdansk, via la mer Noire.

Par ailleurs, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, récemment inauguré, va acheminer le pétrole d'Azerbaïdjan jusqu'en Méditerranée, sur 1760 km, via la Géorgie et la Turquie.

La mer Caspienne, enclavée entre l'Iran, la Russie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, dispose d'une réserve de pétrole brut estimée entre 30 et 70 milliards de barils (contre 150 à 250 milliards de barils pour l'Arabie saoudite), ce qui explique l'intérêt porté par les Etats-Unis à cette région du monde. *(Le Monde, 15 juin)*.

Biocarburants : En France, six nouvelles usines de fabrication d'éthanol et de Diester vont être construites d'ici à 2007. Le volume de biocarburants devrait être prochainement porté à 950 000 tonnes, permettant de respecter une directive européenne qui vise à incorporer dans les réservoirs **5,75 % de biocarburants d'ici à 2010**.

Dans le monde en 2004, 33 millions de tonnes de bioéthanol ont été produites, le Brésil et les Etats-Unis se partageant 95% du marché.

« D'ici 20 à 30 ans, 30% des cultures pourraient être consacrées à du non-alimentaire », estime Jacques Siret, président de l'Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux. « Les filières végétales permettent d'éviter de 50 à 80 % des émissions de CO2 et d'économiser de 50% à 80 % d'énergie fossile », explique Maurice Dohy, directeur d'un groupement d'intérêt scientifique, Agrice, sous la coordination de l'Ademe (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie).

Dans la chimie aussi, **les « bioproduits » sont des alternatives aux produits dérivés du pétrole** : le blé pour les matières plastiques, principalement dans les sacs biodégradables ; les applications dans les tensioactifs (utilisés pour les cosmétiques, les détergents) et les solvants (encres, ...) commencent à ne plus être négligeables pour les filières céréales et oléagineux ; les biolubrifiants ont déjà trouvé leur place. *(Le Monde, 11 juin)*.

Reste que, en dépit de tout l'intérêt de ces solutions, elles ne nous épargneront pas de devoir revenir à une plus grande sobriété.

Réchauffement climatique

Dans le cadre du **protocole de Kyoto**, l'Europe doit réduire ses émissions de CO₂. Un **marché d'échanges de « permis d'émissions »** vient d'être institué. Henry Prévot (*Le Monde, 21 juin*) montre que ce système n'est **pas efficace** : il n'est pas isolé (une entreprise peut mettre fin ici à une activité polluante, pour la reprendre dans un pays où les émissions sont libres) ; et la visibilité est nulle au delà de 2010, échéance de l'application du protocole de Kyoto.

Pour diminuer de manière significative les émissions, il faut dès maintenant mettre en place des politiques qui ne feront sentir leurs effets que dans 15 ou 30 ans. Ce n'est pas sur les volumes d'émission que les Etats devraient s'engager, selon Henri Prévot, mais sur les politiques qu'ils auront décidé de mener.

Monde

Textiles chinois : le commissaire européen au commerce Peter Mandesson a conclu, vendredi 10 juin à Shanghai avec son homologue chinois, un **accord** selon lequel Pékin accepte de limiter entre 8 % et 12 % l'augmentation, par rapport aux douze mois précédents, du volume de leurs exportations sur une dizaine de types de produits (pull-over, pantalons, ...). Selon lui, « c'est un accord gagnant-gagnant, bon pour les intérêts de chacun ». (*Au passage, on peut noter –Le Monde du 11 juin – que malgré les importations massives de Chine les prix n'ont pas baissé, sur les trois dernières années, pour les consommateurs.*)

Les Américains, pour leur part, ont adopté une attitude plus coercitive : ils ont imposé des quotas limitant la progression des ventes à 7,5 % sur l'année de sept catégories de produits textiles. Ils accusent la concurrence chinoise d'avoir provoqué la **suppression de 3 millions d'emplois industriels** depuis 2001. (*Le Monde, 12-13 juin*).

Chine : La Chine produit **85 % de la production mondiale de tracteurs**, 75 % de celle des horloges et montres, 70 % des jouets, 60% de la pénicilline, 55% des appareils photo, 50% de la vitamine C, **50% des ordinateurs portables**, 30 % des climatiseurs et 29 % des téléviseurs...

C'est le premier consommateur mondial d'acier, de cuivre, de charbon, de ciment, et le deuxième consommateur de pétrole. Troisième pays importateur du monde derrière les Etats-Unis et l'Allemagne, **la Chine fait flamber les prix des matières premières**, et est très dépendante des achats extérieurs.

Pour assurer sa sécurité énergétique, la Chine, devenue importatrice nette de pétrole depuis 1993, cherche des **hydrocarbures** partout dans le monde, n'hésitant pas à traiter avec des pays (Iran, Soudan) en délicatesse avec l'Occident.

Le montant des exportations est passé de 249 milliards de dollars en 2000 à 593 milliards en 2004.

La Chine investit de plus en plus à l'étranger. Parmi les opérations les plus emblématiques, il faut noter l'acquisition de l'activité PC d'IBM en 2004, et celle toute récente du parfumeur français Marionnaud.

Sa puissance économique lui permet de **peser sur le plan politique**. Ainsi, à la veille des élections britanniques du 5 mai, la société Shanghai Automotive Industry Corporation a refusé de se porter au secours de MG Rover, précipitant le licenciement de 5000 salariés...

Malgré son adhésion à l'OMC qui réprovoque ces pratiques, elle ne respecte pas les droits de propriété industrielle, et ne se prive pas de tout copier : marques de luxe, DVD, logiciels, voitures, ... (*il y a 30 ou 40 ans, on accusait aussi les Japonais d'être des copieurs ! Mais comme le Japon, la Chine est capable de s'engouffrer dans les domaines d'excellence des économies occidentales : la santé, le spatial, l'aéronautique, l'informatique...*)

Elle souffre cependant de certains handicaps : dans son immense secteur public règnent la gabegie, le favoritisme, la corruption et l'incompétence. **Le pays n'a plus de Plan**. Il y a de très **fortes inégalités entre régions**. Le sud-est du pays s'inspire du « modèle américain » avec une climatisation à fond, des milliers de gratte-ciel au modernisme criant, des milliers de kilomètres d'autoroutes souvent vides, des centaines de centrales électriques toujours surchargées. (*Le Monde, 15 juin*). *Wanting copier le « modèle américain », elle fait à son tour peser sur la planète de lourdes menaces (réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles). Ne serait-il pas temps qu'émerge un autre « modèle », plus sobre ? un modèle européen, par exemple ?*

L'émergence de ce formidable concurrent oblige les tenants du libéralisme à s'interroger. Par exemple Martine Orange (*Le Monde, 11 juin*) : « face à cette nouvelle donne, tous les schémas, construits dans les années 1990, paraissent brutalement décalés. Avoir une taille ou une marque mondiale n'est plus une protection mais, au contraire, un risque de devenir une cible potentielle. **Les délocalisations**, qui se voulaient une réponse à la fois de maintien de coûts bas et d'intégration des pays émergents, **semblent désormais des mesures dérisoires**, comme l'illustre la fin des quotas sur le textile. Même le Bangladesh, l'Inde ou la Tunisie sont devenus trop chers par rapport à Chengdu ou Canton.

Dans ce combat inégal, certains commencent à se demander si leur seule chance n'est pas de **se tourner vers des métiers moins mondiaux et retrouver des protections non douanières**.

Des critères de gestion trop rigides, des **exigences de rentabilité trop élevées** font peser un risque d'asphyxie sur les entreprises. Les marchés ne peuvent continuer à le nier, sous peine de condamner des pans entiers de l'économie occidentale, incapables de soutenir une compétition dans laquelle certains sont obligés de rémunérer à taux élevé des capitaux quand d'autres sont libérés de toute contrainte. *On pourra relire aussi l'édition du numéro 9 de cette Lettre...*

Japon : le Japon a annoncé son intention de doubler ses captures de baleines, et d'étendre sa chasse à des espèces considérées comme menacées : le rorqual commun et la baleine à bosse. (*Le Monde, 21 juin*).

Le Japon produit 51 % de la production mondiale de cellules photovoltaïques. Il prévoit de porter d'ici 30 ans la part de l'énergie solaire dans les foyers de l'archipel à 50 % de leur consommation totale. (*Le Monde, 26 qvmai*).

Etats-Unis : en Californie, les normes de pollution en vigueur et la forte hausse des prix du pétrole incite les automobilistes à se tourner vers des véhicules à faible consommation, ce qui se traduit par une forte demande de véhicules hybrides (essence-électricité). Las, certains de ces véhicules (certaines Prius de Toyota) calent en pleine vitesse, et ne peuvent plus ensuite redémarrer. (*Le Monde, 3 juin*).

Union Européenne

Traité constitutionnel : après le « non » français à 55%, le « non » des Pays-Bas à 62 % , le fossé qui sépare l'Europe des citoyens ne peut plus être contesté par personne. « En cas de référendum, les Allemands auraient voté non », déclare Peter Amaier, député CDU, membre de la Convention européenne. Lors du Conseil européen du 16 juin, les Vingt-Cinq prolongent le délai pour la ratification du traité, afin, comme l'a indiqué le Président de la Commission, José Manuel Barroso, de « **comprendre les attentes des citoyens** ».

Une réunion des Attac d' Europe s'est tenue le 16 juin 2005 à Bruxelles à cette occasion. Elle a décidé la mise en place d'une **Convention des Attac d'Europe, en décembre**, et a mis au point une série de **propositions** pour l'Union européenne : dans l'immédiat une série de mesures urgentes de **rupture avec les politiques néolibérales** (retirer tous les projets de directives européennes de libéralisation en cours (notamment la directive Bolkestein, celle sur le temps de travail, sur les transports ferroviaires... ; exiger de la Banque centrale européenne une modification substantielle de la politique monétaire incluant la baisse des taux d'intérêt ; développer une véritable politique pour l'emploi ; ...) ; ensuite les principes à retenir pour des **institutions européennes réellement démocratiques** ; enfin les bases d' un **projet européen de solidarité** : solidarité au sein de l'UE ; solidarité entre l'UE et le reste du monde ; solidarité avec les générations futures.

Budget : Le Conseil européen du 16 juin n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur le budget de l'Union pour la période 2007-2013. Alors que l'élargissement et le soutien de la recherche nécessiteraient que l'Union dispose de moyens budgétaires accrus, et que la Commission proposaient que le budget de l'Union s'élève à 1,26 % du PIB (ce qui est pourtant peu), six des principaux pays contributeurs (dont la France) voulaient plafonner ce montant à 1%, la présidence (Luxembourg) proposant 1,06 %. Jacques Chirac a pressé la Grande-Bretagne de renoncer au **rabais qu'avait obtenu Margaret Thatcher** en 1984. Tony Blair a riposté en remettant en cause la **politique agricole commune** (dont la France est la première bénéficiaire, et qui a fait en 2002 l'objet d'un accord portant jusqu'à 2013). Les dix nouveaux entrants ont proposé en vain de renoncer à une partie de leur dotation, l'échec était consommé. « J'ai eu honte », a dit le président de l'Union, M. Junker (Luxembourg).

Publicité sur les aliments : prenant le parti des industriels de l'agro-alimentaire, les parlementaires européens avaient accepté, le 26 mai, l'idée que, sur les messages publicitaires, les allégations « santé » des aliments ne soient pas prouvées scientifiquement ! Heureusement, le conseil des ministres en charge de la santé, le 3 juin, a réintroduit l'obligation, pour qu'un produit puisse faire mention d'allégations nutritionnelles ou de santé du type « sans sucre » ou « pauvre en cholestérol », de respecter un certain profil nutritionnel, établi en fonction des quantités de matières grasses, de sucre et de sel. Il a maintenu (contre le vœu des députés) le principe d'une autorisation préalable par l'agence européenne de sécurité alimentaire, de toutes les allégations de santé. *Ouf ! mais à quoi pensent ces députés qui sont censés nous représenter ?*

Pour sa part, la Commission américaine de la concurrence a interdit, le 2 juin, à PepsiCo de prétendre que le jus de fruits Tropicana réduit les risques de maladies cardio-vasculaires, ce qui n'est pas prouvé scientifiquement. (*Le Monde*, 4, 5-6 juin).

France

Déni de démocratie : On aurait pu imaginer que Jacques Chirac, désavoué, et de quelle façon, par les électeurs lors du référendum du 29 mai, dans lequel il s'était pleinement impliqué, donne sa démission. Il n'y avait qu'un seul précédent sous la Vème République, et, à l'époque, en 1969, Charles de Gaulle avait démissionné.

Mais Jacques Chirac n'est pas Charles de Gaulle, il s'en faut de beaucoup. Et un référendum n'est pas un plébiscite. Comment, dès lors, se faire l'interprète des Français dans nos relations avec nos partenaires européens ? La seule solution démocratique eut été de revenir devant les électeurs et de dissoudre l'Assemblée. Ce n'est pas la solution que Jacques Chirac a retenue. **Ce déni de démocratie est lourd de risques pour l'avenir.**

Ainsi donc, exit Jean-Pierre Raffarin. La même politique va être poursuivie par l'attelage hétéroclite **de Villepin – Sarkozy**, qui, sans doute pour bien manifester sa volonté d'écoute, va commencer par gouverner... par ordonnances ! ... La mesure phare proposée, un **nouveau contrat d'embauche**, pour les très petites entreprises, étendant à deux ans la période d'essai, et supprimant pour les emplois au SMIC les cotisations sociales patronales, est dénoncée avec vigueur par les organisations syndicales, qui y voient une **précarité et une insécurité accrue**. (*Le Monde*, 10 juin). Nicolas Sarkozy, qui se met en scène comme un nouveau Zorro, recommence à agiter les **thèmes de l'immigration et de l'insécurité**, on imagine bien pourquoi. (*Le Monde*, 11 juin). Thierry Breton, aux Finances, va poursuivre les **privatisations**, et diminuer le nombre de fonctionnaires (*Le Monde*, 14 juin). Et l'Assedic va pouvoir sanctionner directement les demandeurs d'emploi, qui, comme chacun sait, sont des fraudeurs en puissance... (*Le Monde*, 15 juin). *Françaises, Français, « ils » vous ont compris !..*

Ile-de-France

L'Association départementale d'information sur le **logement** de Paris a calculé que, dans la capitale et les communes limitrophes, bien desservies par les transports en commun, les habitants ont consacré, en moyenne, en 2004, 954 € par mois à leur logement et 273 € à leurs déplacements. Ceux de la **grande couronne** ne dépensent que 726 € pour se loger, mais leur **budget transport explose**, à 655€. (*Le monde*, 5-6 juin). *Et croit-on que les dépenses de transport vont diminuer ?*

Val-de-Marne : pour créer de l'activité dans les communes, la nouvelle génération d'élus communistes qui dirige ce département de l'Est parisien a créé des outils visant, notamment, à **diminuer le coût du foncier**. Une vague d'installations prouve que cette politique est payante. Un syndicat d'action foncière rachète des terrains pour constituer des réserves et peser ainsi sur les prix. Pour 2005, ces acquisitions sont estimées entre 8 et 9 millions d'euros, soit 3 fois plus qu'il y a 3 ans. Le prix du foncier dans le Val-de-Marne est le plus attractif de la petite couronne. (*Le Monde*, 2 juin).

Montrouge :

Sondage : 1. Un puits orne la voirie Villa Leblanc. Trouvez-vous ce puits : A : superbe et décoratif ; B : incongru ; C : cucul ?

2. De plus en plus de lampadaires à Montrouge s'inspirent des becs de gaz. Trouvez-vous ces lampadaires : A élégants ? B en phase avec la ville ? C : kitch ?

(*les résultats seront publiés dans le prochain numéro*)

Le collectif montrougien pour le non collectif-montrougien-pour-le-non@wanadoo.fr se transforme en Comité montrougien pour l'Europe solidaire, et appelle tous les Montrougiens qui se reconnaissent dans son orientation à le rejoindre.

Sur le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment les anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...).

Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.